

# Collège d'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel

## Avis n°1/2003

### **Objet : Recommandations relatives à l'information et à la publicité en radio et en télévision en période électorale**

Les élections renouvelant la Chambre et le Sénat sont annoncées pour le 18 mai 2003. Les opérateurs de radio et de télévision consacreront des émissions ou parties d'émissions à ces élections.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel adresse à cette occasion aux opérateurs de radio et de télévision des recommandations et rappelle un certain nombre de principes généraux.

1. Considérant les délais prévus dans la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, ces recommandations couvrent la période allant de 40 jours à trois mois précédant le scrutin. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel rappelle aux organismes de radiodiffusion la responsabilité éditoriale qui est la leur pour l'ensemble des programmes qu'ils diffusent.
2. En matière de publicité et de parrainage, il est utile de rappeler les articles 27 bis §1<sup>er</sup> et 28 §1<sup>er</sup>, 9<sup>o</sup> du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel qui interdisent la publicité pour des partis politiques et des organisations professionnelles. De même, la publicité ne peut porter sur l'adhésion à des croyances religieuses ou philosophiques.
3. Alors qu'aucune obligation légale spécifique ne s'impose aux organismes de radiodiffusion en matière d'information durant la période préélectorale et électorale, des radiodiffuseurs comme la RTBF ou TVi prévoient des dispositifs particuliers. On peut toutefois faire référence au contenu de plusieurs dispositions constitutionnelles, légales et réglementaires pour apprécier l'attitude qu'il convient de prendre. Ces dispositions figurent en annexe. Avant l'ouverture de la campagne, les opérateurs adopteront autant que possible, dans leur règlement intérieur, des dispositions spécifiques en matière électorale ; lorsque les opérateurs adoptent de telles dispositions, ils en informent le Conseil supérieur de l'audiovisuel.
4. Les émissions d'information relatives à la campagne électorale relèvent de la mission d'information et sont donc soumises à l'obligation d'objectivité. Elles doivent avoir un caractère équilibré et représentatif des différentes tendances idéologiques, philosophiques et politiques.

5. Sur base des dispositions contenues dans les lois du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimalisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale ou tout autre forme de génocide et dans le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, les organismes de radiodiffusion s'abstiendront de donner l'accès à l'antenne, lors d'émissions, tribunes ou débats électoraux, à des représentants de partis, mouvements ou tendances politiques prônant ou ayant prôné habituellement des doctrines ou messages constitutifs d'outrages aux convictions d'autrui, incitant à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, d'un groupe ou d'une communauté en raison de leur sexe, de leur prétendue race, de leur couleur, de leur ascendance ou origine nationale ou ethnique ou des doctrines ou messages contenant des éléments tendant à la négation, la minimalisation, la justification, l'approbation du génocide commis par le régime national-socialisme allemand pendant la seconde guerre mondiale ou tout autre forme de génocide. Les opérateurs peuvent demander l'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel, du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme ou de la Commission nationale permanente du Pacte culturel.
6. Lors de débats organisés aussi bien en radio qu'en télévision, on veillera à assurer un caractère équilibré et représentatif des différentes tendances idéologiques et philosophiques. Il convient par ailleurs que ces débats revêtent un caractère contradictoire, soit par la mise en présence de séquences portant sur diverses listes, soit par l'organisation de débats mettant en présence plusieurs candidats de listes différentes ou des candidats et des journalistes, soit par la confrontation de candidats et de citoyens non candidats. Toute limitation du nombre des membres aux débats doit être fixée sur base de critères objectifs.
7. Les listes qui se présentent pour la première fois ou les listes qui n'avaient pas d'élus à la suite des élections de 1998 auront la possibilité de se faire connaître au plus grand nombre, par le meilleur moyen possible dont l'appréciation est laissée aux responsables des organismes de radiodiffusion.
8. Il conviendra de s'abstenir de toute diffusion de résultats de sondages du vendredi précédant le scrutin à minuit jusqu'à la fermeture du dernier bureau de vote sur le territoire belge. En outre, le Conseil supérieur de l'audiovisuel recommande qu'il soit fait mention à l'antenne des données (taille de l'échantillon, marges d'erreurs, date du sondage, méthode d'enquête utilisée, commanditaire, etc.) devant être communiquées aux autorités conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi du 18 juillet 1985 relative à la publication des sondages d'opinion.
9. Tout animateur, présentateur ou journaliste candidat déclaré aux élections devrait s'abstenir d'être présent à l'antenne, dans sa fonction, durant la campagne électorale. En toute hypothèse, il s'abstiendra, dans sa fonction, de faire état de sa candidature et de participer à des émissions de caractère électoral ou politique.

10. Les radiodiffuseurs veilleront à limiter la présentation des candidats dans d'autres fonctions aux seules nécessités de l'information.
1. Les émissions, débats, séquences portant sur les élections seront précédés d'une mention spéciale annonçant qu'ils s'inscrivent dans le cadre de la campagne électorale. Cette mention devra être identifiable à l'antenne.
2. Les organismes de radiodiffusion enregistreront intégralement leurs programmes et les conserveront durant une période de trois mois à partir de leur diffusion.

Bruxelles, le 12 février 2003

## Annexes

### Dispositions constitutionnelles, légales et réglementaires en matière d'information pendant la période électorale

Sont rassemblés dans cette annexe les textes applicables aux campagnes électorales. De même que, à titre exemplatif, les dispositifs spécifiques adoptés par certains opérateurs lors d'élections précédentes.

#### A. Législation

##### 1. La Constitution

Art. 10 : « Il n'y a dans l'Etat aucune distinction d'ordre. Les Belges sont égaux devant la loi ».

Art. 11 : « La jouissance des droits et libertés reconnues aux Belges doit être assurée sans discrimination. A cette fin, la loi et le décret garantissent notamment les droits et libertés des minorités idéologiques et philosophiques ».

Art. 19 : « La liberté de manifester ses opinions en toute matière, (est) garantie, sauf la répression des délits commis à l'usage de ces libertés ».

Le Conseil d'Etat a décidé que si l'article 19 de la Constitution garantit à chacun sa liberté d'expression, « il n'instaure ni au profit d'une personne, ni au profit d'un groupe de personnes, un droit subjectif quelconque à l'émission de programmes au moyen de la radiodiffusion officielle »<sup>1</sup>.

##### 2. Les textes légaux<sup>2</sup>

- a) Loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques

Art. 1<sup>er</sup> : « En application des articles 6bis et 59bis, § 7, de la Constitution, les décrets pris par chacun des Conseils culturels ne peuvent contenir aucune discrimination pour des raisons idéologiques et philosophiques ni porter atteinte aux droits et libertés des minorités idéologiques et philosophiques ».

Art. 3, § 1<sup>er</sup> al. 1 : « Les autorités doivent associer toutes les tendances idéologiques et philosophiques à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique culturelle (...) pour autant qu'ils acceptent les principes et les règles de la démocratie et s'y conforment ».

---

<sup>1</sup> C.E., Moulin et De Coninck, N°11.749, 6 avril 1966, R.A.C.E., p.321.

<sup>2</sup> Pour rappel, la version consolidée des textes légaux cités est disponible sur le site du Ministère de la Justice.

Art. 18 : « Chaque tendance idéologique et philosophique représentée dans un Conseil culturel doit avoir accès aux moyens d'expression relevant des pouvoirs publics de la Communauté concernée ».

- b) Loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie telle que modifiée en dernier lieu par la loi du 20 janvier 2003
- c) Loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale telle que modifiée en dernier lieu par la loi du 7 mai 1999
- d) Loi du 18 juillet 1985 relative à la publication des sondages d'opinion et à l'octroi du titre d'« institut de sondage d'opinion » telle que modifiée en dernier lieu par la loi du 21 juin 1991

Art. 2 § 1<sup>er</sup>

« Lors de la publication d'un sondage d'opinion, les résultats de ce sondage ainsi que les données suivantes doivent faire l'objet d'une communication à la Commission (...)

- a) Le nom et la qualité de celui (ceux) qui a (ont) fait réaliser le sondage ;
- b) Le nom de la personne, de l'entreprise ou de l'institut qui a effectué le sondage,
- c) Le but et l'objet du sondage ainsi que la population visée ;
- d) La date à laquelle ou la période durant laquelle le sondage a été effectué ;
- (...)
- h) L'importance de l'échantillon initial et le nombre de personnes réellement interrogées ;
- (...)
- m) la reproduction des questions posées, y compris les réponses possibles qui figurent au questionnaire ou qui ont été communiquées verbalement aux personnes interrogées ;
- n) une ventilation en pour cent des réponses fournies à toutes les questions, avec mention, pour chaque question, du pourcentage de personnes qui n'y ont pas répondu ainsi que les bases sur lesquelles les différents pourcentages ont été calculés ; (...)

Art.2 §2

« la publication des résultats d'un sondage d'opinion doit être accompagnée des données visées au point a), b), c), d), h), m), et n) du §1<sup>er</sup> ».

- e) Décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel tel que modifié en dernier lieu par le décret du 13 décembre 2001

Art. 27 3° : « La publicité ne peut pas attenter à des convictions religieuses, philosophiques ou politiques ».

Art. 27bis §1<sup>er</sup> : « La publicité ne peut avoir pour objet ni les partis politiques, ni les organisations professionnelles. Elle ne peut porter sur l'adhésion à aucune croyance religieuse ou philosophique ».

- f) Loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques telle que modifiée en dernier lieu par la loi du 27 décembre 2000

*Art. 4 § 1<sup>er</sup> : « Sont considérées comme des dépenses de propagande électorale (...) toutes les dépenses et tous les engagements financiers afférents à des messages verbaux, écrits, sonores et visuels destinés à influencer favorablement le résultat d'un parti politique et de ses candidats et qui, selon le cas, sont émis dans les trois mois précédant les élections organisées en application de l'article 105 du code électoral (...)».*

*Art. 4 § 2 : « Ne sont pas considérées comme dépenses de propagande électorale : (...)*

*3° la diffusion à la radio ou à la télévision de programmes comportant des avis ou des commentaires, à condition que ces émissions s'effectuent de la même manière et selon les mêmes règles qu'en dehors des périodes électorales, sans paiement, rétribution, ni promesse de paiement ou de rétribution ;*

*4° la diffusion à la radio ou à la télévision d'une émission électorale ou d'une série d'émissions électorales, à condition que des représentants des partis politiques [...] puissent prendre part à ces émissions ;*

*5° la diffusion à la radio ou à la télévision d'émissions électorales, à condition que leur nombre et leur durée soient déterminés en fonction du nombre de représentants des partis politiques au sein des assemblées législatives ».*

## **B. Règlements particuliers**

### **1. Le service public**

- a) Décret du 14 juillet 1997 portant statut de la RTBF tel que modifié en dernier lieu par le décret du 19 décembre 2002

*Art. 7 :*

*§ 1<sup>er</sup> : « L'entreprise ne peut produire ou diffuser des émissions contraires aux lois ou à l'intérêt général, portant atteinte au respect de la dignité humaine, et notamment contenant des incitations à la discrimination, à la haine ou à la violence, en particulier pour des raisons de race, de sexe ou de nationalité ou tendant à la négation, la minimisation, la justification, l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide ;*

*§ 2 : Les émissions diffusées par l'entreprise qui concourent à l'information ou à l'éducation des téléspectateurs ou auditeurs, sont faites dans un esprit d'objectivité (...) ».*

*§ 5 : « L'entreprise est tenue de diffuser, sans frais, à raison d'un maximum de 3 heures par mois, des communications en langue française du Gouvernement de la Communauté française, du Gouvernement de la Région wallonne, du Gouvernement de Bruxelles-Capitale, des Collèges de la Commission Communautaire commune de la Commission Communautaire française de la région de Bruxelles-Capitale (...)».*

*§ 7 : « (...) Le Conseil d'administration (...) établit un règlement d'ordre intérieur relatif au traitement de l'information et à la déontologie des membres du personnel, et notamment*

à la déontologie des journalistes afin de garantir l'objectivité et l'indépendance de l'information ainsi que ceux qui l'assurent (...)».

- b) Arrêté du Gouvernement du 11 octobre 2001 portant approbation du contrat de gestion de la RTBF

*Art. 26 : « Selon les modalités qu'il détermine, le conseil d'administration de l'Entreprise peut concéder des émissions, tant en radio qu'en télévision à des associations représentatives agréées à cette fin par le Gouvernement. La diffusion de ces émissions est assurée gratuitement par l'Entreprise ».*

*Art. 27 : « Dans la mesure de ses possibilités, sous son autorité et selon les modalités qu'elle détermine, l'Entreprise peut mettre à la disposition des associations représentatives reconnues, les installations, le personnel et le matériel nécessaire aux émissions qui leur sont confiées ».*

- c) Règlement d'ordre intérieur relatif au traitement de l'information et à la déontologie du personnel

*Art. 18 : « L'esprit d'objectivité requiert une information multilatérale en vue de servir la connaissance du réel et la recherche de la vérité. Aucune matière n'est exclue du champ de l'information simplement en raison de sa nature ».*

*Art. 20 : « Une représentation équilibrée, à l'antenne, des différentes tendances et des mouvements d'opinions constituent un des fondements de l'objectivité. Cet équilibre ne doit pas nécessairement s'établir à l'intérieur de chaque émission, mais il peut au besoin ressortir d'une série d'émissions, soit de l'ensemble de l'information au cours d'un certain laps de temps ».*

*Art. 21 : « Au cas où l'émission par son objet spécifique ne peut être équilibré en soi, elle doit être présentée comme telle afin qu'aucune équivoque ne puisse subsister ».*

*Art. 28 : « Quand une émission comporte la mise en présence des représentants de divers courants d'opinions, le journaliste veillera à ce que le choix soit équilibré et réellement représentatif. Au cas où une ou plusieurs tendances ne pourraient être représentées (absence, refus, sélectivité imposée par la nécessité de limiter le nombre d'intervenants), il en sera fait mention à l'antenne ».*

*Art. 38 § 2,1° a) : « En ce qui concerne l'information, obligation de fournir une information objective et d'établir un règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information ».*

## 2. Les radios privées

Décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française tel que modifié en dernier lieu par le décret du 20 décembre 2001

Art. 38 §2 2° d) : « En ce qui concerne les programmes, interdiction de diffuser tous propos ou émissions contraires à la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimalisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste pendant la seconde guerre mondiale ».

### 3. Les télévisions privées

- a) Décret du 17 juillet 1987 relatif à l'audiovisuel tel que modifié en dernier lieu par le décret du 13 décembre 2001

Art. 16 7° : Obligation d'«établir un règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information et s'engager à le respecter ».

- b) Règlement d'ordre intérieur de la SA TVi

Art. 4 : « La rédaction de TVi (...) veillera notamment à un traitement égalitaire des sources d'information et à respecter cet équilibre dans la diffusion des informations. C'est ainsi que la présentation d'opinions contradictoires ou différentes doit être assurée dans la même émission ou dans la même série d'émissions ou dans le temps le plus court possible pour assurer la qualité de cette contradiction ».

Art. 12 : « TVi respectera les principes de non-discrimination prévus par le droit national et par la déclaration universelle des droits de l'homme, notamment en matière de sexe, de race, de nationalité, de langue, de culture, de religion, d'idéologie ou de convictions, tout au moins à l'égard de personnes ou de groupes qui ne transgressent pas eux-mêmes ces principes ».

### 4. Les télévisions locales et communautaires

Décret du 17 juillet 1987 relatif à l'audiovisuel tel que modifié en dernier lieu par le décret du 13 décembre 2001

Art. 4 4 : Obligation d'« établir un règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information et s'engager à le respecter ».

## **C. Dispositions particulières en période préélectorale et électorale**

Le conseil d'administration de la RTBF a adopté le 5 février 2003 un dispositif électoral en vue des élections législatives du 18 mai 2003 que vous pourrez trouver sur son site ([www.rtbf.be](http://www.rtbf.be)).

Il est complété par la disposition réglementaire suivante :

- Arrêté du Gouvernement du 11 octobre 2001 portant approbation du contrat de gestion de la RTBF



*Art. 9 : « Tant en radio qu'en télévision, lors des élections européennes, fédérales, régionales et communautaires (...) l'Entreprise diffuse, selon des modalités déterminées par le Conseil d'administration, un dispositif d'émissions spécifiques permettant aux citoyens de saisir les enjeux des élections. Le dispositif offrira des interviews, des résultats chiffrés, des comparaisons entre élections et des billets d'analyse. Il utilisera les capacités d'interactivité d'internet.*

*En radio et télévision, ce dispositif comprendra au moins :*

- e) une émission spéciale exposant les enjeux politiques, économiques et sociaux de ces élections ;*
- f) dans les 15 jours qui précèdent le scrutin, des émissions d'information et de débat ;*
- g) une émission présentant les résultats ;*
- h) des tribunes attribuées aux formations concernées (...) ».*